

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 19/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BARBAZANGES TRI OUEST

6 rue Lafayette
44110 CHATEAUBRIANT

Références : N3-2022-1073 - RAPPORT
Code AIOT : 0006302454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement BARBAZANGES TRI OUEST implanté 4-6 rue Lafayette 44110 CHATEAUBRIANT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incendie du 31/08/2022 : Stockage de déchets métalliques (150 m3)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBAZANGES TRI OUEST
- 4-6 rue Lafayette 44110 CHATEAUBRIANT
- Code AIOT : 0006302454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux
Station de transit d'OM
Préparation de CSR

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de l'incendie du 31/08/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8.1 et 8.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Incendie maîtrisé

Aucun impact identifié en dehors du site

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réalisation du rapport d'accident
<p>Constats : Un incendie s'est déclaré sur le site d'exploitation situé rue Lafayette à Châteaubriant le 31 août 2022 vers 13h 15 au niveau de l'activité de préparation de combustibles solides de récupération (CSR), et plus précisément, dans une case dédiée aux déchets de métaux issues du tri par aimant overband. Les métaux issus de ce tri sont généralement associés à des éléments non métalliques et combustibles du fait des limites du tri par aimant overband.</p> <p>Les services d'incendie et de secours ont été alertés à 13h25 par l'exploitant et les agents sur site ont entamé l'extinction de l'incendie à l'aide du RIA à proximité. Au préalable de l'opération d'extinction du feu, la vanne de confinement a été fermée par l'exploitant.</p> <p>Les pompiers ont observé la dispersion des fumées et constaté que les fumées ne se propageaient pas vers des zones sensibles, habitations notamment. Néanmoins des mesures de toximétrie ont été effectuées au droit des personnels sapeurs-pompiers engagés. Les relevés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- NH3 : 6 ppm mesurés pour un seuil des effets réversibles (SER) à 80ppm pour 60minutes d'analyse ;- CL2 : 0,5 ppm mesurés pour un seuil des effets irréversibles (SEI) à 19ppm sur 60 minutes d'analyse ;- CO : 16 ppm mesurés pour un seuil des effets irréversibles (SEI) à 800ppm sur 60minutes d'analyse ;- HCL: 0 ppm mesurés. <p>Sur le périmètre de l'entreprise, les relevés de toximétrie sont négatifs.</p> <p>L'incendie a été limité à une case de déchets métalliques contenant 300 m³ de déchets. Les murs coupe feu ont permis d'éviter la propagation au bâtiment de préparation des CSR contigu à la case de déchets métalliques.</p> <p>Vers 19h, l'extinction de l'incendie est constatée par les pompiers. Une surveillance continue a été mise en place par l'exploitant avec son prestataire de surveillance pendant la nuit pour prévenir tout risque de reprise. L'activité de préparation des CSR a repris dès le lendemain.</p> <p>Les eaux ont été correctement confinées dans le bassin de confinement et ont été ensuite évacuées par le transporteur TRANSPORTS CREDILS GASON et réceptionnées par la société SOREDI pour traitement le 13/09/22 (BSDD transmis).</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'accident le 13 septembre 2022 avec l'ensemble des items réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, articles 8.1 et 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Capacité en eaux d'extinction Capacité de confinement des eaux d'extinction
Constats : Pour les besoins en eaux d'extinction, les services d'incendie et de secours se sont raccordés aux poteaux incendies du site (nb 3). Les eaux d'extinction (10 m3) ont été confinées dans le bassin dédié à leur confinement. Pour sa capacité en eaux incendie, l'exploitant dispose sur son site de 3 poteaux incendie mais n'est pas en mesure de présenter d'attestation de débit simultané et d'une réserve incendie dont la capacité n'est pas connue. L'étude de danger de septembre 2012 précise que le débit nécessaire est de 145 m3/h pendant 2 heures. L'exploitant devra apporter les éléments attestant de sa capacité à fournir un débit de 145 m3/h en se procurant notamment, auprès de son gestionnaire de réseau, les attestations de débit des poteaux incendie présent sur site et en déterminant le volume d'eau disponible contenue dans le bassin de réserve d'eau incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet